

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-=-=-

MINISTERE DES MINES

-=-=-

CABINET DU MINISTRE DELEGUE

-=-=-

**COMITE CHARGE DE SUIVI DU
PROCESSUS DE RETRAIT DE LA
SOCIETE AREVA RESSOURCES
CENTRAFRIQUE**

-=-=-

**COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE AVEC LA
SOCIETE AREVA RESSOURCES CENTRAFRIQUE LE MARDI
27 NOVEMBRE 2012**

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

-=-=-

Unité – Dignité – Travail

-=-=-

Le mardi, 27 novembre 2012 à 10 heures, le Comité de Suivi du Processus de Retrait de la Société AREVA Ressources Centrafrique, a organisé une réunion de travail avec l'équipe dirigeante de ladite Société, représentée par Monsieur **GIANFRANCO TANTARDINI**, Président Directeur Général, assisté de Madame **Marie Clotilde NAMBONA-BOYBO**, Directeur Général Adjoint.

Cette réunion était présidée par Monsieur Benoît BEGBA, Coordonnateur dudit Comité. Y ont participé, les commissaires représentant les différentes entités, dont les noms figurent sur la feuille de présence en annexe.

Le menu essentiel de la séance était constitué des échanges sur la collaboration entre le Comité et la Société AREVA Ressources Centrafrique dans la mise à disposition des informations et documents requis dans le cadre de la mission du Comité.

Ouvrant la séance, le Président a d'abord remercié le Président Directeur Général de la Société et son Directeur Général Adjoint d'avoir répondu à l'invitation du Comité pour prendre part à cette séance de travail. Il a ensuite rappelé les motifs de l'invitation et du point d'ordre du jour. Pour cette séance, un cadre méthodologique de travail a été mis en place comme suit :

- la présentation de tous les commissaires ;
- l'intervention du Coordonnateur Adjoint sur les raisons de la création du Comité, ses missions et les attentes du Gouvernement des résultats des travaux dudit Comité ;
- l'intervention du Président Directeur Général d'AREVA Ressources Centrafrique pour la présentation de la structure de la Société ;
- discussions entre les commissaires et les représentants de la Société AREVA Ressources Centrafrique sur certaines préoccupations émises à son endroit et les attentes.

De la présentation des commissaires et de l'intervention du Coordonnateur Adjoint :

Après la présentation à tour de rôle des commissaires, Monsieur **Gilbert GUIDO**, Directeur Général de l'Agence Nationale de Radioprotection, Coordonnateur Adjoint du Comité a pris la parole pour présenter la mission et les attentes du Comité. Dans ses allocutions, il a retracé un bref historique des relations de partenariat qui existaient entre les deux parties depuis le rachat de la Société URAMIN par le Groupe AREVA, jusqu'à la signature en 2009 de l'avenant à la convention mère et qui a renforcé le cadre juridique de ce partenariat. Il a aussi mis un accent particulier sur la mission fondamentale du Comité qui consiste à suivre au nom de l'Etat, le processus de retrait de d'AREVA Ressources Centrafrique, en ce qui concerne :

- les obligations incombant à celle-ci conformément aux lois et règlements en vigueur, applicables au projet de Bakouma ;
- la situation des droits légaux et d'autres avantages du personnel du fait du licenciement ;
- la situation fiscal-douanière des matériels et équipements importés dans le cadre du projet ;
- les situations radiologique et de la dégradation environnementales de la zone du projet ;
- la situation de suivi médical et dosimétrique du personnel exposé à la radiation ;
- le point des situations des rapports scientifiques des activités d'exploration et de développement minières du projet jusqu'à l'arrêt des activités.

L'accomplissement de cette mission, a-t-il poursuivi, requiert la coopération sans faille de la partie AREVA.

De l'intervention du Président Directeur Général de la Société AREVA :

Prenant la parole à son tour, le Président Directeur Général d'AREVA Ressources Centrafrique a déclaré que, la Société AREVA Ressources Centrafrique est une société de droit privé qui entretient des relations privées avec son personnel. En matière d'environnement, de fiscalité, de douane etc., la Société a évolué selon la loi et a obtenu quitus pour la régularité fiscale. La Société a toujours collaboré avec le Gouvernement Centrafricain dans le cadre de ce projet. Ainsi, a-t-il poursuivi, que la décision de la suspension d'exploitation a été communiquée par la Société aux « Hautes Autorités » de la République Centrafricaine, le 03 août 2012 et c'est le 20 septembre 2012 que la décision de réorganisation de sa structure a été aussi annoncée.

Par ailleurs, il allègue que l'agenda de la mise en veille des activités est très tendu et que la Société est très avancée dans son exécution et seule la loi peut l'arrêter.

Il relève que pour « la question de suspension d'activités ou du retrait d'AREVA qui est posée mille et une fois, qu'il s'agit bien de la suspension et non du retrait de la société AREVA. Mais le délai de cette suspension n'est connu de personne y compris lui-même. Que la suspension des activités est prévue par la convention. Cette suspension est la fin d'un long processus commencé en novembre 2011 et a duré neuf (09) mois. AREVA après étude, sait que cette mine n'est pas rentable et elle ne le sera pas dans deux ou quatre ans. AREVA ne se retire pas. Il ne faut pas confondre la suspension d'exploitation qui est de droit à travers la convention et la suspension du contrat de travail. Et c'est cette suspension d'exploitation qui a entraîné la réorganisation de sa structure.

Après une brève présentation de la structure de la Société AREVA, le Président Directeur Général se dit être disposé à coopérer avec le Comité afin de l'accompagner dans la réussite de sa mission.

Des discussions entre les commissaires et les représentants de la Société AREVA Ressources Centrafrique sur certaines préoccupations émises à son endroit et les attentes

Intervenant respectivement dans leur domaine, les commissaires ont émis certaines préoccupations qui s'articulent sur :

- le délai de suspension et leurs conséquences juridiques ;
- la situation de la Contribution de Développement Social (CDS) des travailleurs nationaux et expatriés ;
- la situation du personnel de la défense déployé sur le site ;
- la mise à disposition du Comité de la liste intégrale des matériels et équipements mis en vente avec leur prix ;
- la situation de réhabilitation du site ;
- la liste des matériels réexportés ;
- l'état des droits légaux du personnel AREVA.

Le Président Directeur Général d'AREVA Ressources Centrafrique, en réponse aux préoccupations du Comité, a déclaré que :

- à l'heure actuelle, il n'est pas en mesure de préciser avec exactitude le délai de suspension d'exploitation de la Société AREVA ;
- la situation de la Contribution de Développement Social des travailleurs nationaux et expatriés non reversée à la Direction Générale de Impôts depuis le passage d'URAMIN à AREVA, le Directeur Général Adjoint souhaite se rapprocher de ses services compétents pour des éléments de réponse au Comité ;
- concernant la situation du personnel militaire déployé sur le site du projet, le Président Directeur Général a fait savoir qu'il fera parvenir ses éléments de réponse par écrit au Comité ;
- sur les préoccupations relatives à la mise à disposition de la liste des matériels et équipements proposés à la vente, de la réhabilitation du site , de la liste des matériels réexportés, des états des droits légaux du personnel et bien d'autres documents sollicités par le Comité, le Président Directeur Général, dans sa réponse a informé les

participants qu'il ne ménagera aucun effort pour mettre à disposition du Comité les documents sollicités.

Après ces débats contradictoires et enrichissants, le Coordonnateur est intervenu pour faire la lecture de certains articles de l'Arrêté portant création du Comité et a insisté sur la place non négligeable qu'occupe le Comité dans le processus de retrait de la Société AREVA Ressources Centrafrique.

Les points inscrits à l'agenda de cette séance de travail étant épuisé, le Président de la séance, pour clore les débats, a une fois de plus remercié l'équipe dirigeante de la Société AREVA pour sa disponibilité et a suspendu la séance afin de permettre aux invités de se retirer.

A la reprise, le Coordonnateur du Comité a instruit les autres entités qui n'ont pas préparé leur liste de besoins en documents de le faire par écrit dans un bref délai pour acheminement à la Direction Générale d'AREVA.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président a levé la séance à 13 heures.

Fait à Bangui, les jours, mois et années ci-dessus.

**Le Rapporteur Général
de Retrait**

**Le Coordonnateur du Comité
de Suivi du Processus
de la Société AREVA
Ressources
Centrafrique**

Jean Sylvain FEÏGOUDOZOU

Benoît BEGBA